

Les réseaux, ces multinationales



Par **Thierry Denoël**

Juste interdire les drogues rend les trafiquants encore plus puissants, voire plus violents. Il devient urgent de repenser la politique en la matière.

Des fusillades à répétition. La capitale n'en dort plus. Les armes parlent à Bruxelles, comme elles l'ont fait à Anvers. Il ne manque plus que les grenades pour que la comparaison soit parfaite entre les deux métropoles. En décembre dernier déjà, cinq personnes avaient été blessées par balles, avenue de la Toison d'Or. Cette fois, ce sont des quartiers de Saint-Gilles, Schaerbeek et Forest qui ont vu la poudre brûler à plusieurs reprises en quelques jours. Les dealers et trafiquants de drogue n'ont peur de rien quand il s'agit de régler leurs comptes et de défendre leur territoire. Bien sûr, la réponse sécuritaire sera déterminante pour étouffer au plus vite ce regain de violence. Avec davantage de moyens pour les forces de l'ordre, si le politique y consent. Mais cela ne sera pas suffisant. A un peu plus de trois mois d'un grand rendez-vous électoral, les candidats le savent, évoquer

autre chose que la sécurité et la répression s'avère délicat.

Pourtant, comme l'a souligné le juge bruxellois Denis Goeman à l'émission radio *Matin Première*, le 20 février, il faut rester conscient que le trafic de drogues est un commerce, certes illégal, mais un commerce réfléchi et géré de manière économique, avec de l'offre et de la demande. Donc, des dealers qu'il faut neutraliser et des consommateurs auprès desquels il faut agir préventivement. Le magistrat a rappelé qu'une chambre du tribunal correctionnel de Bruxelles, la 44^e, traitait quasi exclusivement des dossiers de stupés, avec des délais rapides, et qu'une centaine d'affaires étaient examinées chaque mois en procédure accélérée. Visiblement, sans que cela ne freine les trafiquants.

Hasard du calendrier, la Fédération bruxelloise des institutions spécialisées en matière de drogues et addictions (FedA) organisait, ce 19 février, une journée d'étude baptisée « *Drugs in Brussels* ». Des représentants de tous les partis francophones, dont le bourgmestre de Bruxelles, Philippe Close (PS), participaient à cette journée. L'occasion de les interpellier et de leur demander s'ils

« On avait plutôt l'habitude de voir de tels faits de violence en Amérique latine. »



TIKTOK

étaient prêts à réfléchir à un modèle de réglementation du commerce de stupéfiants, du moins pour le cannabis, sans que le consommateur soit considéré comme un criminel. Entretien avec Stéphane Leclercq, directeur de l'asbl.

Des fusillades à répétition liées au trafic de drogues à Bruxelles, cela vous surprend-il ?

Oui, on avait plutôt l'habitude de voir de tels faits de violence en Amérique latine. Mais, ces dernières années, les réseaux criminels liés à la drogue ont grandi, en Belgique et dans d'autres pays. Il y a une augmentation des consommations dans toute l'Europe, pour toutes les substances sauf l'héroïne, en régression. Nous vivons dans des sociétés de plus en plus addictogènes, où le plaisir immédiat et facile est la règle. Dans ce contexte, les drogues se retrouvent sur le marché comme d'autres biens, de plus en plus accessibles.

L'offre crée la demande ou le contraire ?

Difficile à dire. Les deux se nourrissent l'une l'autre, sans doute. Il y a des facteurs sociétaux, comme la valorisation de la performance ou du développement per-

sonnel mais aussi le soulagement d'une souffrance, qui expliquent la consommation grimpanche. Par ailleurs, nous vivons dans un monde de plus en plus globalisé avec un accès aisé à toutes sortes de produits issus de tous les coins de la planète. Les drogues en font partie. Avec l'augmentation du commerce international, les trafiquants peuvent plus facilement faire voyager leur marchandise. Cela fait partie de l'évolution de la globalisation. C'est aussi la conséquence d'une politique centrée sur la prohibition et la sanction des consommateurs. Grâce à l'interdit, les réseaux s'enrichissent et grandissent. Ils deviennent de plus en plus puissants et efficaces, utilisant les mêmes stratégies, finalement, que des multinationales légales dans d'autres champs commerciaux. On est dans un cercle vicieux.

Les profils des consommateurs sont très variés. Cela complique-t-il le travail de prévention ?

Tout à fait. Il faut développer des réponses et des stratégies très diverses pour gérer les multiples profils des usagers. Au sein de notre fédération, certains services travaillent en rue, d'autres en prison, sur

Les armes parlent désormais à Bruxelles, comme elles l'ont fait à Anvers.

Internet, dans les milieux festifs, dans des centres de soins, etc. Mais faute de moyens, ces services sont saturés. On devrait pouvoir mettre en place davantage de programmes de prévention pour éviter que des gens tombent dans ces addictions, liées également à l'alcool ou aux médicaments psychotropes. Par ailleurs, les consommateurs de drogues sont difficiles d'accès, car la prohibition – et la stigmatisation qui y est liée – fait qu'ils n'osent pas en parler ou venir vers nos services. Beaucoup attendent des années avant d'oser demander de l'aide.

Vous manquez de moyens, c'est-à-dire ?

La prévention doit tourner autour d'un petit pour cent des budgets des « politiques drogues ». Le reste va à la sécurité, aux forces de l'ordre, aux douanes et aux soins. Les appels à refinancer le volet sécuritaire se multiplient encore, ce qui est logique. Mais on n'entend aucun responsable politique appeler haut et fort à davantage financer la prévention et la ...

Stupéfiants

... promotion de la santé, qui, avec les moyens adéquats, peut donner de bons résultats. On parle souvent des publics précaires vivant en rue, mais il y a aussi les publics invisibles consommant à la maison. Parfois, ils font aussi appel à nos services mais on ne peut pas toujours les recevoir à temps.

La réponse des politiques aux échelons fédéral et régional n'est pas adéquate ?

Je crois qu'ils essaient d'apporter des réponses aux problématiques liées à la drogue. Malheureusement, la solution miracle n'existe pas. Le problème est que l'aspect sécuritaire et l'aspect prévention sont liés, mais inégaux. Si on bouge d'un côté et pas de l'autre, on n'avancera pas. Rappelez-vous l'opération Sky ECC, la plus grande opération policière de tous les temps. La police a fait un boulot formidable, en arrêtant des centaines de criminels en Belgique et à l'étranger, avec des saisies record. Quel a été l'impact de cette opération sur la circulation des drogues et l'accès aux drogues ? Quasi nul ! Il faut avoir le courage de le reconnaître et d'essayer de développer des politiques complémentaires de grande envergure autres que sécuritaires. La réponse à plus long terme ne viendra pas de la police ni de la justice.

A quelles autres politiques pensez-vous ?

A la réglementation des marchés, en tout cas celui du cannabis. C'est la substance la plus vendue et la plus consommée en Europe. On parle d'un marché de plus de onze milliards d'euros chaque année. C'est davantage que le marché de la cocaïne, en nombre de consommateurs mais pas d'argent en jeu. Cet argent passe aux mains des réseaux criminels qui peuvent investir pour développer leur trafic. En régulant les marchés, comme tentent de le faire des pays voisins dont les Pays-Bas, l'Allemagne et le Luxembourg, cela permet de retirer une partie du marché aux criminels.

Qu'entendez-vous par régulation ?

Il ne s'agit pas de libéraliser de façon débridée le commerce de substances dangereuses pour la santé, mais de réglementer, via l'Etat, ce marché de façon non

L'opération Sky ECC avait permis de démanteler une vaste organisation criminelle soupçonnée d'être active dans le trafic de cocaïne.



« La réponse à plus long terme ne viendra pas de la police ni de la justice. »

**Stéphane Leclercq,
directeur de la Feda.**



commerciale, avec un contrôle sur les prix, les quantités vendues, les conditions de vente et sur la qualité des substances – comme le taux de THC. Plus le marché est illégal, plus il présente de risques en matière de violence, de qualité des produits, etc. Entre la prohibition et un marché totalement libéralisé, il y a, selon nous, un juste milieu consistant à réguler et contrôler la vente et la consommation de cannabis, voire d'autres drogues.

Ce débat-là avance-t-il en Belgique ?

Pas vraiment. Si un représentant des forces de l'ordre tombe sur un individu en possession d'une petite dose visiblement destinée à son usage personnel, la seule option aujourd'hui est de l'envoyer devant la justice. Cela représente trente mille PV dressés chaque année juste pour détention de cannabis en Belgique. Les parquets ont autre chose à faire que de poursuivre dans ces dossiers... La loi, vieille de plus de cent ans, ne différencie pas les trafiquants et les usagers. Lors de notre journée d'étude, nous avons proposé que la personne interceptée avec quelques grammes de stupéfiants en poche soit renvoyée vers une « commission social-santé » qui analysera le dossier pour voir s'il y a lieu de faire simplement de la prévention ou de la convoquer devant une commission multidisciplinaire, comme au Portugal, afin de lui proposer un parcours de soin ou un suivi social. Cela revient à mettre la santé publique en première ligne pour prendre en charge les consommateurs.

Les partis francophones vous ont-ils entendus, ce 19 février ?

C'est nuancé. Quant à la nécessité de réfléchir à une réglementation, le MR est plutôt opposé, le PTB et DéFI ne sont pas très clairs. Le PS et Ecolo ont montré la volonté de se pencher sur le sujet, mais ce n'est pas nouveau. Il existe d'ailleurs une proposition de loi socialiste à la Chambre. Ce qui est plus surprenant, c'est que Les Engagés se sont positionnés pour travailler sur un modèle de réglementation, ce qui n'était pas le cas auparavant. Sur la décriminalisation des usagers, les avis étaient plus flous. Il faudra voir ce qui sera inscrit dans les programmes électoraux... Il faut dire qu'en Belgique, on n'a connu, jusqu'ici, que l'interdit et la sanction. Envisager une autre réponse, en donnant la priorité à un programme de santé publique, semble difficile. ●

Une certaine idée Ils ne savent pas que c'est possible alors ils ne le feront pas



“ C'était ce que les socialistes voulaient, et ça n'a pas raté. Tous les bien-pensants de Belgique et de Flandre se sont réunis dans une coalition de furie. Il se sont jetés tout énervés pour décerner au Parti socialiste wallon un brevet de subversion qu'il ne mérite pas plus qu'un imam pakistanais au front bas n'a droit à une médaille d'intégration sociale.

L'imposture qui réhabilite lui est offerte par ses plus caricaturaux ennemis, et voilà le vieux parti ouvrier endormi par des décennies de pouvoir, engourdi par un siècle d'embourgeoisement, avili par des lustres de prévarications, subitement redevenu ce cool épouvantail de l'establishment qu'il fait tous les cinq ans semblant d'être. Tout ça parce qu'en une semaine, il est apparu que le PS souhaitait, primo, augmenter les bas salaires et, deuzio, réduire le temps de travail, souhaits si sincères qu'ils sont au programme socialiste depuis toujours, mais requêtes d'une violence telle et, semble-t-il, d'une innovation si ébouriffante qu'éditoriaux en toutes langues et patrons de tous secteurs s'en sont montrés soufflés. Ils ont dit, les prescripteurs du politiquement correct, que c'étaient des mesures dignes de pays communistes, et c'était très faux parce que dans les régimes communistes, les gens ont toujours travaillé beaucoup trop, et toujours pour beaucoup trop peu. Mais c'était surtout très bête, parce que se faire traiter de communiste par de tels adversaires est le plus grand délice du socialiste en campagne.

Et ils ont écrit, les apôtres du penser comme il faut, que c'étaient des mesures utopiques, irréalistes, impossibles et fantaisistes, et c'était très lassant parce qu'ils le font à chaque fois. Mais surtout parce que c'est très faux. Il est en effet beaucoup plus simple pour

un gouvernement d'imposer aux entreprises de hausser les salaires et de réduire le temps de travail de ses employés, que pour un gouvernement de s'imposer des mesures d'économie de 27 milliards en sept ans. L'obstacle est politique, donc surmontable, d'un côté, matériel, donc indépassable, de l'autre. Dans leur théorie à eux, comme dans sa pratique à lui, le service public porte dans sa raison sociale une lourdeur qui le rend gourde. Quand il s'adapte, il bafouille et dysfonctionne, il s'effondre et parfois des gens meurent, ça ne marche jamais et les gouvernements reviennent toujours sur leurs intentions. Il suffit de se rappeler des économies dans les soins de santé avant le Covid, des économies dans les services de sécurité avant les attentats et des économies dans les chemins de fer après Jacqueline Galant.

Une entreprise, elle, est agile dans leur théorie à eux et dans sa pratique à elle, parce que si elle ne s'adapte pas, elle meurt, et une entreprise qui ne veut pas mourir s'adaptera, quitte à s'en aller, quitte à licencier, quitte à détruire la création, à des salaires plus élevés et à des horaires plus légers, pour peu qu'un rapport de forces politiques le lui commande.

Pourtant, eux qui veulent toujours opposer le bon sens de l'observation et le pragmatisme du réel aux vicieuses sirènes idéologiques du biais politique, eux qui prétendent confronter les choses telles qu'elles sont au monde tel que les partis rêveraient qu'il soit, ils emploient le registre du réalisme pour ce qui est irréalisable en pratique, et de l'irréalisme pour ce qui n'est impraticable que dans leur théorie.

Nicolas De Decker
est journaliste au Vif.